

***LA CHAMBRE DE COMMERCE
DE LA RÉGION D'EDMUNDSTON INC.***

ÉTATS FINANCIERS

Exercice clos le 31 mars 2023

**LA CHAMBRE DE COMMERCE
DE LA RÉGION D'EDMUNDSTON INC.**

ÉTATS FINANCIERS

Exercice clos le 31 mars 2023

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Rapport de l'auditeur indépendant	1 - 3
Résultats	4
Évolution de l'actif net	5
Bilan	6
Flux de trésorerie	7
Notes complémentaires	8 - 15
Renseignements complémentaires	
Annexe A - Administration	16
Annexe B - Subventions et contributions - projets	16
Annexe C - Frais généraux et d'administration	17
Annexe D - Gestion de projets	18
Annexe E - Services aux membres	19



**Nadeau Picard
& Associés, CPA**

Comptables professionnels agréés
Chartered Professional Accountants

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux administrateurs de
La Chambre de Commerce de la région d'Edmundston Inc.

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers de La Chambre de Commerce de la région d'Edmundston Inc. (l'« organisme »), qui comprennent le bilan au 31 mars 2023, et les états des résultats, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences éventuelles du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » de notre rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'organisme au 31 mars 2023, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Fondement de l'opinion avec réserve

Comme c'est le cas dans de nombreux organismes sans but lucratif, l'organisme tire des revenus de levées de fonds et de services aux membres pour lesquels il n'est pas possible d'obtenir de façon satisfaisante suffisamment d'éléments probants pour obtenir une assurance qu'ils ont tous été comptabilisés. Par conséquent, notre audit de ces apports s'est limité aux montants comptabilisés dans les livres de l'organisme et nous n'avons pas pu déterminer si certains redressements auraient dû être apportés aux montants des apports reçus, de l'actif à court terme et des actifs nets.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'organisme conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

Autre point

Nous n'avons pas pour mission de faire rapport sur les informations du budget de La Chambre de commerce de la région d'Edmundston Inc. pour l'exercice clos le 31 mars 2022, de sorte que celles-ci n'ont pas fait l'objet ni d'un audit ni d'un examen.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport annuel, mais ne comprennent pas les états financiers et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'organisme à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'organisme ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'organisme.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'organisme;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'organisme à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'organisme à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nadeau Picard & Associés, CPA

Nadeau Picard & Associés, CPA
Comptables professionnels agréés

Edmundston (Nouveau-Brunswick)
Le 29 juin 2023

LA CHAMBRE DE COMMERCE DE LA RÉGION D'EDMUNDSTON INC.

RÉSULTATS

Exercice clos le 31 mars 2023

	Budget	2023	2022
PRODUITS			
Administration (annexe A)	105 060 \$	121 064 \$	106 034 \$
Tournoi de golf	35 000	22 876	26 407
Repas d'affaires	10 400	5 420	1 852
Subventions - gestion de projets	343 995	281 515	243 863
Subventions et contributions - projets (annexe B)	121 059	83 883	156 151
Gala de la PME	147 500	147 700	113 020
Commandites - Cube chanceux	2 500	12 000	-
Subventions salariales	4 062	3 825	31 250
Autres	-	3 526	4 884
	769 576	681 809	683 461
CHARGES			
Frais généraux et d'administration (annexe C)	120 424	104 730	129 142
Tournoi de golf	16 200	16 110	13 219
Gestion de projets (annexe D)	343 996	269 545	243 865
Services aux membres (annexe E)	266 689	261 289	255 562
	747 309	651 674	641 788
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	22 267 \$	30 135 \$	41 673 \$

LA CHAMBRE DE COMMERCE DE LA RÉGION D'EDMUNDSTON INC.

ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET

Exercice clos le 31 mars 2023

	Investis en immobilisations corporelles		2023	2022
		Non affecté	Total	Total
SOLDE AU DÉBUT	6 390 \$	208 335 \$	214 725 \$	173 052 \$
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges (note 11)	(1 794)	31 929	30 135	41 673
SOLDE À LA FIN	4 596 \$	240 264 \$	244 860 \$	214 725 \$

LA CHAMBRE DE COMMERCE DE LA RÉGION D'EDMUNDSTON INC.

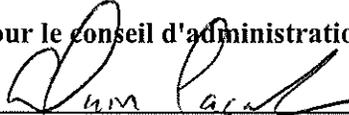
BILAN

31 mars 2023

	2023	2022
ACTIF		
ACTIF À COURT TERME		
Encaisse	29 067 \$	34 575 \$
Encaisse, intérêts au taux de 2,5 %	81 033	159 657
Épargnes à terme (note 3)	146 869	66 602
Débiteurs (note 4)	35 429	16 778
Subventions et contributions à recevoir (note 5)	58 991	3 071
Frais payés d'avance	1 123	1 304
	352 512	281 987
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (note 6)	4 596	6 390
	357 108 \$	288 377 \$
PASSIF		
PASSIF À COURT TERME		
Créditeurs et frais courus (note 8)	24 850 \$	32 313 \$
Produits reportés - Projets (note 9)	47 398	1 339
Portion à court terme de la dette à long terme (note 10)	40 000	-
	112 248	33 652
DETTE À LONG TERME (note 10)	-	40 000
	112 248	73 652
ACTIF NET		
Investis en immobilisations corporelles	4 596	6 390
Non affecté	240 264	208 335
	244 860	214 725
	357 108 \$	288 377 \$

ENGAGEMENTS CONTRACTUELS (note 13)

Pour le conseil d'administration,


Dum Lac, administrateur


P. Adams (P.A.C.G.A.), administrateur

LA CHAMBRE DE COMMERCE DE LA RÉGION D'EDMUNDSTON INC.

FLUX DE TRÉSORERIE

Exercice clos le 31 mars 2023

	2023	2022
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Excédent des produits sur les charges	30 135 \$	41 673 \$
Éléments n'affectant pas la trésorerie :		
Amortissement des immobilisations corporelles	1 794	6 591
Amortissement des subventions reportées liées aux immobilisations corporelles	-	(2 625)
	31 929	45 639
Variation nette d'éléments hors trésorerie liés au fonctionnement (note 12)	(35 794)	21 808
	(3 865)	67 447
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition de placements	(80 267)	(331)
Acquisition d'immobilisations corporelles	-	(2 608)
	(80 267)	(2 939)
AUGMENTATION DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE		
	(84 132)	64 508
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT		
	194 232	129 724
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN		
	110 100 \$	194 232 \$
CONSTITUTION DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE		
Encaisse	29 067 \$	34 575 \$
Encaisse, intérêts au taux de 2,5 %	81 033	159 657
	110 100 \$	194 232 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 2023

1. STATUT CONSTITUTIF ET NATURE DES ACTIVITÉS

La société, constituée en vertu de la Loi sur les chambres de commerce (partie II), regroupe des entreprises et professionnels d'Edmundston et de la région dans le but de défendre leurs intérêts communs. De plus, elle assure la gestion de projets gouvernementaux. Elle est enregistrée à titre d'organisme à but non lucratif et est conséquemment exemptée des impôts sur le revenu.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

L'organisme applique les normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers exige que la direction procède à des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés au titre des actifs et des passifs et sur les montants comptabilisés au titre des produits et des charges pour les exercices visés. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. La principale estimation porte sur la durée de vie utile des immobilisations corporelles.

Constatation des produits

Constatation des produits

Les produits sont comptabilisés lorsqu'il y a une preuve convaincante de l'existence d'un accord, que le prix de vente est déterminé ou déterminable et que le recouvrement est raisonnablement certain. Les produits tirés de la vente des droits d'entrées aux activités, des repas et des autres produits sont comptabilisés lorsque les produits sont livrés aux clients, c'est-à-dire que le titre de propriété est transféré aux clients.

Comptabilisation des apports

Les apports sont comptabilisés selon la méthode du report. Les apports affectés sont comptabilisés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont comptabilisés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée. Les apports reçus à titre de dotation ou relatifs à l'acquisition d'actifs à long terme non amortissables sont comptabilisés directement à l'actif net.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 2023

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Constatation des produits (suite)

Comptabilisation des revenus de loyer

Les revenus de loyer sont constatés à titre de produits selon les modalités de location.

Comptabilisation des revenus de placements

Les opérations de placements sont comptabilisées à la date de transaction et les produits qui en découlent sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Comptabilisation des cotisations aux membres

Les cotisations sont constatées à titre de produit au prorata dans l'exercice auquel elles se rapportent.

Apports reçus sous forme de biens et services

L'organisme constate les apports reçus sous forme de biens et de services lorsque la juste valeur de ces apports peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que l'organisme aurait dû se procurer autrement ces biens et services pour son fonctionnement régulier. Parmi les apports de services reçus, Les bénévoles consacrent plusieurs heures par année à aider LA CHAMBRE DE COMMERCE DE LA RÉGION D'EDMUNDSTON INC. à assurer la prestation de ses services. En raison de la difficulté à déterminer la juste valeur des apports reçus sous forme de biens et de services, ceux-ci ne sont pas constatés dans les états financiers.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de l'organisme consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires, y compris les découverts bancaires lorsque les soldes bancaires fluctuent souvent entre le positif et le négatif, et les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition. De plus, les placements temporaires que l'organisme ne peut utiliser pour les opérations courantes parce qu'ils sont affectés à des garanties ne sont pas inclus dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

Instruments financiers

Évaluation initiale

L'organisme évalue initialement ses actifs financiers et ses passifs financiers créés ou échangés dans des opérations conclues dans des conditions de pleine concurrence à la juste valeur. Les actifs financiers et passifs financiers qui ont été créés ou échangés dans des opérations entre apparentés, sauf pour les parties qui n'ont pas d'autre relation avec l'organisme qu'en leur qualité de membres de la direction, sont initialement évalués au coût.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 2023

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Instruments financiers (suite)

Évaluation ultérieure

L'organisme évalue ultérieurement tous ses actifs financiers et ses passifs financiers au coût ou au coût après amortissement, à l'exception des placements dans des instruments de capitaux propres cotés sur un marché actif qui sont évalués à la juste valeur. Les variations de la juste valeur de ces instruments financiers sont comptabilisées dans les résultats de la période où elles se produisent.

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement selon la méthode linéaire se composent de l'encaisse, des dépôts à terme, des comptes clients et des subventions à recevoir.

Un passif financier émis par l'organisme dans des conditions de pleine concurrence qui est indexé sur un indicateur de sa performance financière ou sur la variation de la valeur de ses capitaux propres est réévalué au plus élevé de son coût après amortissement ou de la somme qui serait payable à la date de clôture selon le supplément résultant de l'indexation. Un tel passif contracté entre apparentés est réévalué au plus élevé de son coût ou de la somme qui serait payable à la date de clôture si l'on calculait à cette date le supplément résultant de l'indexation. Le montant de l'ajustement relatif au supplément est comptabilisé aux résultats et présenté comme une composante distincte de la charge d'intérêts.

Dépréciation

En ce qui a trait aux actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement, l'organisme détermine s'il existe des indications d'une possible dépréciation. Dans l'affirmative, et si l'organisme détermine qu'il y a eu au cours de l'exercice un changement défavorable important dans le calendrier ou le montant prévu des flux de trésorerie futurs, une réduction de valeur est comptabilisée aux résultats. Si les indications de perte de valeur s'atténuent ou disparaissent, la moins-value déjà comptabilisée doit faire l'objet d'une reprise de valeur dans la mesure de l'amélioration. La valeur comptable de l'actif financier ne peut être supérieure à ce qu'elle aurait été à la date de reprise de valeur si la moins-value n'avait jamais été comptabilisée. La reprise de valeur est comptabilisée aux résultats.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties en fonction de leur durée de vie utile selon la méthode de l'amortissement dégressif et les taux indiqués ci-dessous :

Mobilier de bureau	20 %
Matériel informatique	30 %

LA CHAMBRE DE COMMERCE DE LA RÉGION D'EDMUNDSTON INC.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 2023

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Subventions reportées

Les subventions relatives aux immobilisations corporelles sont comptabilisées à titre de subventions reportées puis amorties de la même façon que les immobilisations auxquelles elles se rapportent. Les subventions relatives aux charges sont comptabilisées en déduction de celles-ci.

Dépréciation d'actifs à long terme

Les immobilisations corporelles sont soumises à un test de recouvrabilité lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque leur valeur comptable excède les flux de trésorerie non actualisés découlant de leur utilisation et de leur sortie éventuelle. La perte de valeur comptabilisée est mesurée comme étant l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa juste valeur.

3. ÉPARGNES À TERME

	2023	2022
Épargne à terme, 4,10 %, échéant le 12 juillet 2024	80 000 \$	-
Épargne à terme, 4,53 %, échéant le 11 septembre 2026	66 869	66 602
	146 869 \$	66 602 \$

4. DÉBITEURS

	2023	2022
Clients	3 728 \$	1 145 \$
Taxes de vente à recevoir	27 670	15 633
Intérêts	4 031	-
	35 429 \$	16 778 \$

LA CHAMBRE DE COMMERCE DE LA RÉGION D'EDMUNDSTON INC.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 2023

5. SUBVENTIONS ET CONTRIBUTIONS À RECEVOIR

	2023	2022
Agence de promotion économique du Canada Atlantique	14 255 \$	- \$
Communauté rural du Haut Madawaska	4 273	-
Cooperative avenue NB	3 930	-
Madawaska Maliseet First Nation	4 273	-
Opportunité NB	14 449	-
Travail NB	12 105	3 071
Ville d'Edmundston	5 706	-
	58 991 \$	3 071 \$

6. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2023		2022	
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	Valeur nette
Mobilier de bureau	44 596 \$	43 611 \$	985 \$	1 232 \$
Matériel informatique	79 397	75 786	3 611	5 158
	123 993 \$	119 397 \$	4 596 \$	6 390 \$

7. EMPRUNT BANCAIRE

La société dispose d'une marge de crédit, d'un montant autorisé de 50 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel plus 1 % et garantie par l'épargne rachetable.

8. CRÉDITEURS ET FRAIS COURUS

	2023	2022
Fournisseurs	14 541 \$	25 910 \$
Frais courus	7 000	3 500
Salaires à payer	3 309	2 903
	24 850 \$	32 313 \$

LA CHAMBRE DE COMMERCE DE LA RÉGION D'EDMUNDSTON INC.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 2023

9. PRODUITS REPORTÉS - PROJETS

	2023	2022
Solde au début	1 339 \$	8 207 \$
Moins: Montant constaté à titre de produit de l'exercice	(1 339)	(6 907)
Plus: Montant reçu pour l'exercice suivant	47 398	39
Solde à la fin	47 398 \$	1 339 \$

10. DETTE À LONG TERME

	2023	2022
Emprunt, d'un capital restant dû de 40 000 \$, garanti par le gouvernement du Canada, sans intérêt jusqu'au 31 décembre 2023 ^(a)	40 000 \$	40 000 \$
Portion à court terme de la dette à long terme	40 000	-
	- \$	40 000 \$

- a) En 2020, la société a obtenu un emprunt de 60 000 \$ dans le cadre du programme gouvernemental Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes. Si la société rembourse 40 000 \$ d'ici le 31 décembre 2023, le solde de 20 000 \$ fera l'objet d'une radiation. Sinon, le solde de l'emprunt portera intérêt au taux de 5 % et sera remboursable à l'échéance le 31 décembre 2025. Étant raisonnablement certaine de rembourser 40 000 \$ d'ici le 31 décembre 2023, la société a constaté 20 000 \$ au résultat net en 2020, moment de l'octroi de l'emprunt, à titre d'aide gouvernementale, présentée sous les produits. Le passif résultant du solde de 40 000 \$ a initialement été évalué à sa juste valeur à l'aide d'un taux d'intérêt de 5 %. En 2020, la société a jugé que l'écart de 20 000 \$ était une aide gouvernementale à l'égard de ses charges courantes et l'a aussi constaté dans le résultat net de l'exercice sous la rubrique des produits.

Les versements en capital à effectuer au cours du prochain exercice sont les suivants :

2024	40 000 \$
------	-----------

LA CHAMBRE DE COMMERCE DE LA RÉGION D'EDMUNDSTON INC.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 2023

11. ACTIF NET

Les variations survenues dans l'actif net investi en immobilisations corporelles ainsi que les sommes non affectées sont calculées de la façon suivante:

	2023	2022
Variation nette de l'investissement en immobilisations corporelles		
Amortissement des immobilisations corporelles	1 794 \$	6 591 \$
Amortissement des subventions reportées liées aux immobilisations corporelles	-	(2 625)
Acquisition d'immobilisations corporelles	-	(2 608)
	(1 794) \$	(1 358) \$
Excédent des produits sur les charges	30 135 \$	41 673 \$
Imputation dans l'investissement en immobilisations corporelles	(1 794)	(3 966)
Acquisition d'immobilisations corporelles	-	2 608
	31 929 \$	43 031 \$

12. VARIATION NETTE D'ÉLÉMENTS HORS TRÉSORERIE LIÉS AU FONCTIONNEMENT

	2023	2022
Débiteurs	(18 651) \$	1 694 \$
Frais payés d'avance	181	549
Subventions et contributions à recevoir	(55 920)	39 618
Créditeurs et frais courus	(7 463)	3 348
Produits reportés	-	(16 533)
Produits reportés - Projets	46 059	(6 868)
	(35 794) \$	21 808 \$

13. ENGAGEMENTS CONTRACTUELS

L'organisme loue un immeuble dont le montant des versements totalise les coûts reliés aux impôts fonciers, aux frais d'aqueduc et d'égouts ainsi qu'aux frais d'utilité publique. Le bail relatif à cette location prenait fin le 31 décembre 2021 et n'a pas encore été renouvelé. Les deux parties s'entendent de poursuivre les discussions sur le renouvellement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 2023

14. INSTRUMENTS FINANCIERS

Risques financiers

Les risques importants découlant d'instruments financiers auxquels l'organisme est exposé au 31 mars 2023 sont détaillés ci-après.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un actif financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'organisme à subir une perte financière. Le risque de crédit pour l'organisme est principalement lié aux comptes-clients et aux subventions à recevoir.

L'organisme consent du crédit à ses clients dans le cours normal de ses activités. Il effectue, de façon continue, des évaluations de crédit à l'égard de ses clients et maintient des provisions pour pertes potentielles sur créances, lesquelles, une fois matérialisées, respectent les prévisions de la direction. L'organisme n'exige généralement pas de caution.

Pour les subventions à recevoir, l'organisme évalue, de façon continue, les montants à recevoir sur la base des montants dont il a la quasi-certitude de recevoir en s'appuyant sur leur valeur de réalisation estimative.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'organisme éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers. L'organisme est exposé à ce risque principalement à l'égard de ses comptes fournisseurs.

15. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de l'exercice 2022 ont été reclassés afin de rendre leur présentation identique à celle de l'exercice 2023.

LA CHAMBRE DE COMMERCE DE LA RÉGION D'EDMUNDSTON INC.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Exercice clos le 31 mars 2023

	Budget	2023	2022
ANNEXE A			
ADMINISTRATION			
Commissions sur police d'assurances collectives pour les membres	40 000 \$	40 369 \$	38 851 \$
Cotisations des membres	59 390	58 520	54 267
Location d'espaces commerciaux	5 220	16 499	12 470
Revenu d'intérêts	450	5 676	446
	105 060 \$	121 064 \$	106 034 \$

ANNEXE B

SUBVENTIONS ET CONTRIBUTIONS - PROJETS

Programme de mentorat à l'intention des entrepreneurs immigrants de la région du Nord-Ouest du Nouveau-Brunswick	- \$	- \$	49 144 \$
Programme des services d'emploi - Activités liées à la sensibilisation, recrutement et promotion auprès des employés	-	3 921	4 153
Programme des services d'emploi - Services professionnels	-	2 573	3 071
Programme du transport en commun	53 459	53 459	-
Programme d'achat local	-	-	35 000
Programme des services d'emploi- Soutien à l'emploi	-	-	26 268
Programme de distribution des tests rapide Covid-19	-	-	38 515
Programme du débarcadere	17 600	18 949	-
Programme du plan d'action régional de la résilience	50 000	4 981	-
	121 059 \$	83 883 \$	156 151 \$

LA CHAMBRE DE COMMERCE DE LA RÉGION D'EDMUNDSTON INC.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Exercice clos le 31 mars 2023

	Budget	2023	2022
ANNEXE C			
FRAIS GÉNÉRAUX ET D'ADMINISTRATION			
Salaires	123 850 \$	127 667 \$	118 238 \$
Charges sociales	14 300	13 175	13 276
Assurances	1 500	1 134	1 034
Cotisations et affiliations	3 500	2 206	3 592
Déplacements et représentation	13 200	17 377	8 532
Énergie	8 100	6 762	6 125
Entretien et réparations - équipement	500	727	-
Entretien et réparations - terrain et bâtiment	13 600	11 355	4 403
Fournitures de bureau et papeterie	10 250	6 789	7 722
Frais de traitement des salaires	1 200	1 237	1 006
Honoraires professionnels	11 000	14 185	20 484
Loyer	4 800	5 305	9 275
Intérêts et frais bancaires	3 000	2 734	2 506
Location d'équipements	1 000	825	702
Publicité et promotion	2 000	523	564
Télécommunications	5 000	6 671	4 717
Amortissement des immobilisations corporelles	-	1 794	3 966
	216 800	220 466	206 142
Recouvrement			
Activités de levées de fonds			
Recouvrement de dépenses - projets	26 880	26 880	26 880
Honoraires de gestion - projets	24 218	28 881	20 388
Services aux membres			
Recouvrement de dépenses - projets	32 456	54 569	16 773
Honoraires de gestion - projets	12 822	5 406	12 959
	96 376	115 736	77 000
	120 424 \$	104 730 \$	129 142 \$

LA CHAMBRE DE COMMERCE DE LA RÉGION D'EDMUNDSTON INC.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Exercice clos le 31 mars 2023

	Budget	2023	2022
ANNEXE D			
GESTION DE PROJETS			
Salaires	157 604 \$	101 744 \$	125 969 \$
Charges sociales	-	9 587	11 450
Accommodations	13 505	10 045	-
Conférencier	5 500	2 215	-
Déplacement et représentation	26 900	19 135	6 738
Formation	2 500	641	856
Fournitures de bureau	20 685	10 679	11 296
Frais administratifs	405	405	335
Frais de gestion	28 881	28 881	20 388
Initiatives spécifiques	21 945	8 563	23 134
Intérêts et frais bancaires	-	-	150
Loyer et entretien des locaux	28 500	38 736	37 065
Publicité	4 000	4 064	1 930
Repas	12 076	11 797	-
Traduction	17 395	19 068	-
Télécommunications	4 100	3 985	4 554
	343 996 \$	269 545 \$	243 865 \$

LA CHAMBRE DE COMMERCE DE LA RÉGION D'EDMUNDSTON INC.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Exercice clos le 31 mars 2023

	Budget	2023	2022
	Total	Total	Total
ANNEXE E			
SERVICES AUX MEMBRES			
Repas d'affaires et autres activités	9 750 \$	5 560 \$	1 750 \$
Cube chanceux	-	16 345	-
Gala de la PME	135 880	155 501	97 704
Programme de mentorat à l'intention des entrepreneurs immigrants de la région du Nord-Ouest du Nouveau-Brunswick	-	-	49 144
Programme du transport en commun	53 459	53 459	-
Programme du débarcadere	17 600	18 949	-
Programme du plan d'action régional de la résilience	50 000	4 981	-
Programme des services d'emploi - Activités liées à la sensibilisation, recrutement et promotion auprès des employés	-	3 921	4 153
Programme des services d'emploi - Services professionnels	-	2 573	3 071
Programme de distribution des tests rapide Covid-19	-	-	38 515
Programme des services d'aide à l'emploi- Soutien à l'emploi	-	-	26 268
Programme d'achat local	-	-	34 957
	266 689 \$	261 289 \$	255 562 \$